



Travailleurs pauvres : la France recrute en masse

L'Hexagone a longtemps cru échapper à ce phénomène des salariés obligés de jongler entre plusieurs boulots pour boucler leurs fins de mois. Erreur. Près de 2 millions d'employés, de salariés, de CDD, d'intérim... vivraient dans le dénuement. Par KARINE LE LOËT

Fatima (1) promène son panier entre les étagères de victuailles, saisit un carton de yaourts, une boîte de gâteaux. A La Courte Echelle, épicerie sociale parisienne, tout se vend à prix bradé. Une aubaine pour cette Portugaise qui peine à joindre les deux bouts. « J'ai des journées de huit heures, d'autres de cinq, parfois d'une seule. Certains mois, je finis avec une bonne paye et d'autres avec seulement 400 euros. C'est pas stable », confie-t-elle. Deux enfants de 7 et 9 ans à charge et une procédure de divorce en cours, Fatima, femme de ménage, appartient à la classe des « travailleurs pauvres ».

Depuis quelques années, leurs galères nourrissent les colonnes des journaux. Un beau jour de septembre 2005, ils ont même débarqué à la une des quotidiens. « Des fonctionnaires de la ville de Paris dorment dans l'herbe des parcs, sur le pavé froid des gares », s'indignait-on alors. Et pourtant. « Des travailleurs pauvres, il y en a toujours eu, martèle Danielle Gagnon, la patronne de La Courte Echelle. Moi, j'étais une travailleuse pauvre dans ma jeunesse ! »

Douche froide

Pourtant, avant 2000, on croyait le phénomène confiné aux ghettos

Pour aller plus loin

Observatoire des inégalités : www.inegalites.fr

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale : www.travail-solidarite.gouv.fr/web/observatoire-national-pauvrete-exclusion-sociale

La France des travailleurs pauvres, Denis Clerc, Grasset (2008).

Et pourtant, je me suis levée tôt, Elsa Fayner, Editions du Panama (2008).

américains, à ces pauvres hères jonglant entre deux boulots, privés d'assurance maladie. « Et puis, on s'est aperçu que parmi nos pauvres, une partie non négligeable était aussi en activité », se souvient Julien Damon, professeur à Sciences Po. La France s'était mis des œillères. « On pensait que l'existence d'un bon Smic et la protection sociale suffisaient pour se maintenir hors de l'eau », ajoute le sociologue. Raté. La révélation fait l'effet d'une douche froide.

Les bureaux des statistiques branchent alors leur calculatrice sur la

pauvreté dite « laborieuse » et tentent d'en mesurer la croissance. Tâche ardue. Aujourd'hui encore, le méli-mélo des outils statistiques rend le sujet rétif à l'analyse. Entre les actifs, les « en emploi » un, deux ou six mois de l'année précédente, le nombre de travailleurs pauvres fait l'accordéon tandis que les méthodes d'évaluation se succèdent (lire ci-dessous). Selon la définition française, 1,47 million d'entre eux arpentaient l'Hexagone en 2003 et 1,74 en 2005. Aujourd'hui, ils seraient près de 2 millions, soit 7% de la population active, estime Denis Clerc, économiste et rapporteur au Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale.

Certes, la patronne de La Courte Echelle a raison. Des travailleurs pauvres, il y en a toujours eu. Mais leur profil a changé. Autrefois, il s'appelait Gérard et cultivait

La folle mécanique des statistiques

Le Bureau des statistiques du travail américain l'a décrété en 1989 : un travailleur pauvre est une personne qui a été sur le marché du travail (en emploi ou au chômage) pendant au moins six mois de l'année passée. Suivant cette définition, 7,6% des actifs français étaient pauvres en 2006. En revanche, pour l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), depuis 2000, être un travailleur pauvre signifie avoir passé au moins six mois sur le marché du travail dont un au moins en emploi. Nous voilà avec 5,3% en 2006. « Si avec la crise, les gens ne parvenaient plus à travailler un mois sur les six derniers, comme le veut la définition française, on pourrait avoir paradoxalement une baisse voire une disparition des travailleurs pauvres ! », souligne Sophie Ponthieux, de l'Insee. Enfin, selon un indicateur européen instauré en 2003, un travailleur pauvre doit avoir été « en emploi » au moins sept mois de l'année de référence et au travail au moment de l'enquête. Ainsi, 4,3% des actifs français auraient alors été pauvres en 2006. On comprend l'importance de la définition.

Cette catégorie est estimée aujourd'hui à 7% de la population active française.

30% des travailleurs pauvres bossent à plein temps.



sa petite exploitation agricole. Aujourd'hui, Guy a succédé à Gérard. Celui-là est aide-soignant à l'hôpital en semaine et pompier volontaire le week-end, gagne 1 500 euros et vit avec sa compagne et la fille de celle-ci. Guy vient, lui aussi, remplir son frigo à La Courte

Echelle. « Je gagne moins que ce que je dois sortir. J'ai des crédits bancaires, je dois payer la pension alimentaire de mon fils, il y a les impôts... », explique-t-il. Comme Guy, 30% des travailleurs pauvres bossent aujourd'hui à temps plein, estime Denis Clerc.

Déboires familiaux

« Le revenu se mesure à l'échelle individuelle tandis que la pauvreté se calcule à l'échelle du foyer », souligne Julien Damon. Ainsi deux voies mènent vers les rangs des travailleurs pauvres : la mauvaise santé financière d'un ➔

⇒ ménage et la piètre qualité d'un travail. Deux phénomènes en forte croissance ces dernières années.

Depuis quelque temps, Fatima s'est séparée de son mari. Avec ses seules heures de ménage, rabotées pendant les vacances, la voilà qui essaie de subvenir aux besoins de son foyer. « *C'est un problème de société. La fragilité des couples fait grimper le nombre de familles monoparentales et plonge les foyers sous le seuil de pauvreté* », souligne Denis Clerc. Quelque 10,3 % des travailleurs pauvres vivent dans des familles monoparentales.

Des jobs saucissonnés

Le problème de Fatima, c'est qu'elle cumule. Plombée par sa situation personnelle, elle est aussi victime de la dégradation des conditions de travail. Depuis quelques années, les offres de mauvaise qualité – faible rémunération, intérim, CDD, temps partiel – pullulent. Derrière les comptoirs des hôtels, dans la chaleur des cuisines, les emplois saucissonnés en heures de service représentent 49 % des postes. Et alors que les restaurants d'entreprise ont le vent en poupe, la masse de cette main-d'œuvre prend naturellement de l'embonpoint. En hausse aussi, les métiers de service à la personne (assistante maternelle, aide aux personnes âgées...) gourmands d'emplois en pointillés. En moyenne, ces travailleurs cumulent neuf heures de labeur par semaine. Reste la grande distribution où les caissières jonglent pour assurer les heures d'affluence. Dans 30 % des cas, le temps partiel est subi et

non choisi, souligne une enquête de l'Insee.

Salaire de débutant

Et la crise n'arrange rien. « *Ce sont les emplois en intérim qui sautent en premier tandis que les CDD ne sont pas renouvelés* », estime Denis Clerc. « *Ce n'est pas un scoop de penser que le bilan va être catastrophique* », souligne Sophie Ponthieux, économiste à l'Insee. Les associations de solidarité sonnent déjà l'alarme tandis qu'elles voient débarquer des actifs dans leurs centres d'hébergement.

Au foyer parisien de La Mie de Pain, les hommes discutent dans la cour en attendant de rejoindre, pour quelques heures, leurs dortoirs aux lits drapés de tissu jetable. Ben savoure une cigarette après sa journée de boulot, la troisième passée en CDD dans sa nouvelle boîte. Embauché à 1 700 euros. « *Je gagne exactement comme au début de ma carrière. J'ai trente ans d'expérience, mais c'était à prendre ou à laisser.* » Cet imprimeur intérimaire de 57 ans soupire à l'idée d'un logement. « *Quand vous êtes intérimaire, vous n'avez pas de salaire fixe. Le propriétaire ne veut pas de vous.* » Alors Ben s'est retrouvé à La Mie de Pain. Minoritaire parmi les hommes de la rue. Minoritaire a priori car son cas échappe aux chiffres. « *Les statistiques des travailleurs pauvres portent sur "les ménages ordinaires" dotés d'un logement, note Sophie Ponthieux. Les autres ne sont pas comptés.* » Mais cachés entre les mailles de la société, oubliés dans les rouages du turbin, ces travailleurs pauvres existent bel et bien. —

(1) Les prénoms ont été modifiés



Un géant de papier craque

Sortez vos mouchoirs et séchez vos larmes... de joie. Après cinq années de lutte acharnée, Greenpeace a fait plier Kimberley-Clark, multinationale propriétaire des marques Kleenex, Scott ou encore Huggies. Le mastodonte des couches et rouleaux de papier toilette – 1,3 milliard de fidèles dans le monde – s'engage à ne plus acheter de pulpe issue de la forêt boréale canadienne d'ici 2012. Ce sont 400 000 tonnes qui seront épargnées chaque année.

Déchets en fumée ?

Les incinérateurs comptent de nouveaux opposants : les « waste-pickers » ou « recycleurs urbains ». Ces millions d'Indiens, de Chinois, de Brésiliens, de Péruviens... collectent, chaque jour, plastique et métaux dans les décharges. S'ils défendent leur gagne-pain – ce système fait vivre 1 % des habitants des pays en développement –, ils se battent aussi pour une pratique de recyclage qui contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, contrairement à l'incinération.

Insaississables Européens

La palme de l'Européen super vert est attribuée aux... Grecs. Selon l'Eurobaromètre paru fin juillet, ils seraient 90 % à étudier l'impact des produits sur l'environnement avant de les acheter. Mais les Européens restent bourrés de paradoxes : si 46 % d'entre eux veulent taxer les produits qui dégradent la nature, seulement 10 % défendent des étiquettes environnementales comportant les émissions de gaz à effet de serre de ces mêmes produits.

Quelque 10,3% des travailleurs pauvres vivent dans des familles monoparentales.